

Bonsoir. Je suis enchantée de me trouver à Cuba et de participer à la présente conférence. Je tiens à féliciter *The Economist* et la société Sherritt d'avoir pris l'initiative de nous réunir et d'avoir si bien organisé nos délibérations. Le fait même que cette rencontre se tienne ici témoigne de l'importance de la période actuelle pour Cuba et pour ses relations avec la communauté internationale. Notre rencontre peut apporter une contribution précieuse aux entretiens entre Cuba et d'autres pays à propos de questions d'ordre économique et rehausser les perspectives de rapports commerciaux de grande envergure.

Nous vivons également une période intéressante pour ce qui concerne les relations cubano-canadiennes. C'est pourquoi je suis reconnaissante à M. Ian Delaney, président-directeur général de Sherritt, d'avoir invité le gouvernement canadien, ce qui m'a permis de venir prendre la parole à cette conférence. Je vais traiter des relations entre le Canada et Cuba, lesquelles sont fortement tributaires d'événements qui se produisent à Cuba et ailleurs dans l'hémisphère.

Depuis mon entrée en fonction au poste de secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), j'ai fait de multiples voyages dans l'hémisphère et rencontré de nombreux dirigeants politiques. Plus tôt, ce mois-ci, j'ai représenté le Canada à la 24^e Assemblée générale de l'OEA [Organisation des États américains] à Belém, au Brésil. Naturellement, j'ai été frappée par la transformation politique et économique que connaît l'hémisphère, par la volonté de s'attaquer à des questions économiques difficiles comme la libéralisation du commerce et la réduction de la pauvreté, par le désir de donner au multilatéralisme la chance de faire ses preuves à l'OEA et dans d'autres institutions ainsi que par la détermination de renforcer les institutions démocratiques, afin que la démocratie porte ses fruits. Évidemment, les gens d'affaires du Canada s'intéressent particulièrement aux progrès de la réforme des cadres juridiques et réglementaires nationaux, qui doit rendre les règles du jeu plus transparentes et plus prévisibles. Ma nomination, à la suite de l'élection, l'an dernier, d'un gouvernement libéral au Canada, atteste le désir du premier ministre de voir notre pays jouer un rôle plus actif dans ces importantes transformations. Comme nous l'avons souligné à la fois dans l'examen de la politique étrangère que nous avons amorcé et dans les discours que le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et moi-même avons faits au Parlement, nos priorités pour l'hémisphère sont le développement durable, le développement démocratique et le bon gouvernement, l'intégration commerciale et économique de même que les questions de sécurité. Nous poursuivons ces objectifs à l'échelle multilatérale, particulièrement par l'intermédiaire de l'OEA, et sur le plan bilatéral, dans nos relations avec nos partenaires dans l'hémisphère.

Nous considérons que Cuba fait pleinement partie de l'hémisphère et de la grande communauté internationale, et c'est pourquoi nous allons nous efforcer d'appliquer ces objectifs à nos rapports avec Cuba.